



REPUBLIQUE DU SENEGAL  
Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTERE DE L'ECONOMIE,  
DES FINANCES ET DU PLAN

**DISCOURS DE MONSIEUR BIRIMA MANGARA**  
**MINISTRE DELEGUE AUPRES DU MINISTRE DE**  
**L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DU PLAN,**  
**CHARGE DU BUDGET**

**Cérémonie d'ouverture de la**  
**10ème Réunion annuelle conjointe du**  
**Comité technique de l'Union africaine, spécialisé des**  
**Ministres des Finances, des Affaires monétaires, de la**  
**Planification économique et de l'Intégration**

**KING FAHD PALACE, le 23 mars 2017**

**Mesdames, Messieurs les Ministres ;**

**Monsieur le Président de la Commission de l'Union africaine ;**

**Monsieur le Secrétaire exécutif de la CEA ;**

**Mesdames et Messieurs, en vos titres et rangs respectifs ;**

**Honorables invités ;**

**Chers participants ;**

Permettez-moi tout d'abord d'adresser mes chaleureuses félicitations à **Monsieur Moussa Faki MAHAMAT** nouvellement élu, Président de la Commission de l'Union africaine. **Nous saurons compter sur lui pour faire avancer l'Afrique sur la voie du développement et de la stabilité politique.**

Je voudrais, également, vous souhaiter, ainsi qu'aux délégations qui vous accompagnent, une chaleureuse et fraternelle bienvenue et un agréable séjour au pays de la Téranga !

C'est avec un réel plaisir que je préside la cérémonie d'ouverture de la dixième réunion annuelle conjointe du Comité technique spécialisé de l'Union africaine sur les finances, les affaires monétaires, la planification économique et l'intégration.

Cette rencontre, qui constitue une tribune idéale d'échanges sur les moyens de relever les grands défis du continent, réunit des personnalités de haut niveau venant d'Afrique et d'ailleurs. J'en suis sûr, les débats qui portent sur un thème fascinant, déboucheront certainement sur des recommandations importantes pour l'avenir de notre chère Afrique.

**Mesdames et Messieurs,**

Je suis d'autant plus heureux d'être avec vous ce matin, que nous nous trouvons dans un contexte où notre pays, à l'instar d'autres Nations, est résolument engagé dans un processus de transformation structurelle de l'économie afin de parvenir à l'émergence à l'horizon 2035 : une émergence dans la solidarité et dans un État de droit. Je veux dire « émergence économique et sociale » gage d'inclusion et de réduction des inégalités. Bien évidemment, cette vision cadre parfaitement avec le thème central de notre rencontre.

Face à la multiplicité et la complexité des enjeux économique, social et environnemental auxquels nos Gouvernements sont de plus en plus confrontés, exacerbés par les mutations rapides et multiformes de l'économie mondiale, force est de reconnaître que la différence entre les Nations est fortement influencée par la place accordée à la prise en charge de la croissance économique soutenue, durable et inclusive, de l'emploi des jeunes, de la réduction de la pauvreté et des inégalités.

Il nous appartient d'améliorer la qualité de vie des populations africaines, en particulier, faciliter l'emploi des jeunes, élargir l'accès aux services sociaux essentiels et offrir à la jeunesse africaine davantage de possibilités nouvelles et meilleures.

**Mesdames et Messieurs,**

Comme souhaitée par le Président de la République du Sénégal, Son Excellence Monsieur Macky SALL, dans son projet politique pour le Sénégal, Réaliser l'ambition d'une productivité développante, suppose la promotion de l'inclusion, notamment pour les couches vulnérables.

Et cela s'effectuera sans doute à travers l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies pertinentes pour améliorer les moyens de subsistance des ménages vulnérables et, par conséquent, contribuer pleinement à l'amélioration du bien-être pour tous.

Dans ce cadre, le Sénégal, s'inspirant de l'exemple brésilien, expérimente depuis 2012 l'octroi ciblé de bourses de sécurité familiale et promeut la couverture maladie universelle. C'est aussi parce que nous croyons que ces dépenses constituent un investissement à haut impact sur le capital humain, base essentielle pour réussir le combat contre la pauvreté.

### **Mesdames et Messieurs,**

Trop de gens se sentent laissés en rade et se demandent si l'économie a quelque chose à leur offrir. Dans certains pays avancés, un populisme grandissant menace de basculer vers le rejet de l'ouverture économique.

Par conséquent, la quête de l'élixir doit résider dans nos actions quotidiennes pour relever les revenus des pauvres et élargir la base de la classe moyenne africaine afin de réduire les inégalités et de renforcer la croissance.

Les résultats d'une étude du FMI datant de 2015 doivent nous inspirer en ce sens qu'ils démontrent avec élégance qu'une augmentation de 1 point de PIB du revenu des pauvres et des classes moyennes se traduit par une progression de la croissance pouvant aller jusqu'à 0,38 point de PIB sur cinq ans.

Par contre, une augmentation de 1 point de PIB du revenu des riches se traduit par une baisse de 0,08 point de PIB. Ce résultat est largement expressif et assez éloquent comme symbole dans la lutte contre les inégalités. Lorsque les conditions de vie des populations vulnérables s'améliorent, la paix et la stabilité sociale se renforcent.

Pour avoir une croissance plus durable, il est indispensable qu'elle soit équitable. Les sociétés les plus solidaires connaissent généralement une croissance plus accélérée et dans la durée.

De la même manière, si les inégalités en Afrique subsaharienne pouvaient être réduites aux niveaux observés en Asie du Sud-Est, la croissance pourrait être systématiquement plus élevée.

C'est pourquoi Mesdames et Messieurs **les Ministres et Experts en charge de la Planification**, nous devons favoriser la transformation structurelle dans nos stratégies et plans de développement, afin de gager les défis de la croissance, de l'inégalité et du chômage.

C'est avec beaucoup de conviction que je soutiens que c'est grâce à la conduite d'une politique budgétaire intelligente, avec des réformes ciblées dans les secteurs de l'éducation, de la santé et dans le marché du travail, que l'on vaincra les affres de la pauvreté.

Il est essentiel d'investir dans la protection sociale, l'éducation et la formation des jeunes et des femmes laissés pour compte. C'est là un défi majeur pour les dirigeants politiques et ils ne peuvent pas le relever à eux seuls.

Il faut impérativement que tous ceux qui créent des emplois et de la croissance s'y attèlent pour nous permettre d'arrêter, de manière concertée, les solutions de nature à franchir ce cap périlleux.

**Mesdames et Messieurs,**

C'est sur cette note que je renouvelle mes remerciements à l'endroit de l'Union africaine et la Commission Economique pour l'Afrique pour le choix porté sur notre pays pour abriter cette importante rencontre de haut niveau mais également du thème de la présente édition qui porte sur « Croissance, inégalités et chômage ».

Ces remerciements s'adressent aussi aux partenaires au développement et aux membres du Comité technique spécialisé de l'Union africaine sur les finances, les affaires monétaires, la planification économique et l'intégration et de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique, pour les efforts qu'ils ne cessent de déployer et les appuis techniques dont nous avons besoin pour la formulation et la conduite des politiques publiques.

Ce thème, d'un intérêt majeur, offre l'opportunité d'analyser les liens entre ces trois variables en vue d'élaborer une politique cohérente de développement.

Dans cette optique, nos travaux devront aider à identifier les stratégies propres à renforcer la croissance inclusive et à promouvoir l'emploi, particulièrement, pour les femmes et les jeunes.

Bien entendu, les experts examineront également les mesures visant à réduire les inégalités et l'extrême pauvreté en Afrique pour atteindre aussi bien les objectifs du premier Plan décennal (2013-2023) de mise en œuvre de l'Agenda 2063 que ceux du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

**Mesdames et Messieurs,**

En souhaitant plein succès à vos travaux tout en restant attentifs aux résultats, je déclare ouverte la dixième réunion annuelle conjointe du Comité technique spécialisé de l'Union africaine sur les finances, les affaires monétaires, la planification économique et l'intégration et de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique.

**Je vous remercie pour votre bien aimable attention.**